

La lettre

de l'Institut François Mitterrand

Publication trimestrielle

N° 37 - Septembre 2011

Numéro spécial Primaires'

Chers amis,

Dans cette période politique si importante, l'Institut François Mitterrand a voulu apporter sa contribution à la réflexion citoyenne de chacun.

Pour la première fois de leur histoire, deux organisations politiques, le Parti socialiste et le Parti radical de gauche, désigneront leur candidat à l'élection phare de la V^e République par un processus mobilisant un corps électoral élargi à tous ceux inscrits sur les listes électorales.

A l'occasion de ces primaires citoyennes, nous avons demandé à chacun des candidats de rédiger un texte sur la place qu'occupe dans leur parcours respectif l'héritage politique du seul socialiste élu Président de la République.

Chacun disposait d'une page de *la Lettre* et tous nous ont fait l'amitié de répondre favorablement à notre sollicitation.

Vous trouverez leurs réponses, intéressantes, dans les premières pages de ce numéro.

Par ailleurs, nous continuons notre travail d'analyse historique avec deux dossiers respectivement consacrés à la Convention des Institutions Républicaines et au Congrès d'Épinay, rendez-vous fondateurs pour François Mitterrand et sa stratégie.

Enfin, alors que Mahmoud Abbas a déposé la demande d'adhésion d'un État palestinien au Conseil de sécurité de l'ONU, il nous a semblé utile et terriblement d'actualité de publier le discours prononcé devant la Knesset, le 4 mars 1982, par le Président de la République.

Bonne lecture,

Hubert Védrine
Le 28 septembre 2011

PRIMAIRES CITOYENNES



9 et 16 octobre 2011

La Lettre est éditée
par l'Institut François Mitterrand
10, rue Charlot - 75003 Paris
Tél : 01 44 54 53 93
Fax : 01 44 54 53 99
Courriel : ifm@mitterrand.org
Site : www.mitterrand.org

REVUE TRIMESTRIELLE

Directeur de la publication :
Hubert Védrine
Secrétaire de rédaction :
Mathieu Monot

Imprimerie centrale de Bordeaux

Sommaire : Contributions des candidats aux primaires citoyennes (p. 2) - Dossier 1 : La Convention des Institutions Républicaines (p. 8) - Dossier 2 : Le Congrès d'Épinay (p. 13) - 4 mars 1982. Discours de François Mitterrand à la KNESSET (p. 19)



Mitterrand, le chemin

Par **Martine Aubry**

Presque un quart de siècle nous sépare de la dernière élection d'un socialiste à la Présidence de la République. Vingt-cinq ans, c'est aussi le temps qu'il a fallu à François Mitterrand pour briser, le 10 mai 1981, le plafond de verre qui séparait la gauche des responsabilités du pouvoir sous la Vème République. Jeune militante syndicale et associative, je me souviens encore de ces fenêtres qui s'ouvrent sur des rues de Paris devenues cohue, fêtes improvisées, passants en liesse. C'était la joie vibrante d'un peuple conscient de participer à l'Histoire et de la façonner. J'étais heureuse pour la France, figée par plusieurs décennies de politiques conservatrices. Pour la gauche, qui avait tant attendu. Et puis, j'étais heureuse pour lui, Mitterrand, cet homme-phénix décrit le plus souvent comme un personnage de Balzac et qui était pour moi un héros de Dumas. Avec la gauche, il avait patienté, enduré, affronté, trébuché, espéré. Ce jour-là, à 65 ans, il entamait une vie nouvelle au service du pays.

Je n'éprouve à l'égard de François Mitterrand aucune nostalgie : j'ai pour lui de la reconnaissance et de la gratitude. Une profonde reconnaissance, d'abord, pour ce qu'il a rendu possible. Abolition de la peine de mort, décentralisation, élan européen, radios libres, dépénalisation de l'homosexualité : songeons un instant au visage de la France d'avant ses avancées historiques. L'obsession du progrès et le souci constant d'aller de l'avant n'étaient pas le moindre de ses paradoxes, lui le Charentais né en 1916. De son savoir livresque et charnel de l'histoire de France, il tirait la conviction que pour tenir son rang, le pays devrait se réformer – à l'époque le mot avait encore un sens –, être plus juste, s'ouvrir, bref qu'elle devait changer, « changer la vie ». C'était cela, l'engagement qu'il avait pris devant les Français – ces ouvriers, employés, classes moyennes, artisans, commerçants, artistes, fonctionnaires qui avaient le sentiment de ne plus être écoutés – et c'était cette parole qu'il mettait toute son énergie à honorer. De la retraite à 60 ans aux nationalisations et à la réduction du temps de travail, François Mitterrand aura mis en œuvre la quasi-totalité de ses 110 propositions. Membre du cabinet du Ministre du Travail et chargée de la rédaction des Lois Auroux après 1981, je peux témoigner de l'enthousiasme sans pareil avec lequel nous travaillions. Je suis fière de ce que nous avons accompli, grâce à lui.

Plus encore que ses réalisations concrètes, je retiens

de François Mitterrand la façon singulière, exigeante et passionnée avec laquelle il « vivait » notre pays et s'inscrivait dans son roman national. Mitterrand incarnait la France jusque dans ses contradictions : un goût immodéré de l'égalité qu'il ne dissociait jamais de l'impératif de liberté, la nécessité de penser global et d'agir local, le primat de la culture sur l'argent, le souci du mot juste lorsqu'il s'agit de porter la voix de la France dans le monde, le besoin d'unir les forces du travail, de la justice et de la créativité. Pour lui, l'unité nationale n'était pas un slogan électoral mais l'essence même de sa fonction : le Président de la République doit être celui qui conjugue et qui rassemble. La volonté d'unité était aussi la marque de son engagement européen, lui qui ne séparait pas intérêt national et avancées communautaires. A l'heure du retour des égoïsmes nationaux et des gesticulations sans lendemain, la hauteur de sa vision nous manque.

J'éprouve enfin une profonde gratitude pour ce que François Mitterrand nous a appris, à nous, femmes et hommes de gauche. La force de la volonté est, selon moi, son plus grand héritage. La volonté comme antidote aux conservatismes et à l'immobilisme. La volonté de « bouger les lignes » selon les mots que j'ai si souvent entendus de sa bouche : « il y a un chemin, vous savez, il y a toujours un chemin », m'a-t-il dit, alors que nous marchions dans les jardins de l'Élysée, quelques jours avant les législatives de 1993. Dans le froid et sous le ciel pâle de février, ces paroles résonnent en moi comme une promesse. Je crois que l'idée de la Fondation Agir Contre l'Exclusion, à laquelle j'allais donner naissance quelques mois plus tard, est née de cette discussion. Je retiens sa volonté d'agir pour transformer le système, non pour l'accompagner, avec la conviction qu'aucune élection ne se gagne pour la gauche sur le terrain de l'adversaire. Il ne peut y avoir de majorité politique sans majorité sociale. Il ne peut y avoir de majorité sociale sans rassemblement de toute la gauche, des écologistes, des humanistes et de l'ensemble des forces de progrès : voilà la grande leçon de François Mitterrand. « A la différence des partis de l'argent », disait-il, « le candidat socialiste n'est pas solitaire dans son combat. Son envie, c'est celle de plusieurs millions de citoyens et de militants. L'envie de faire respirer à plein poumons un pays qui étouffe sous le poids des privilèges. La force et la volonté du candidat socialiste sont nourries par l'élan des forces les plus créatives et les plus ardentes ». A quelques mois du rendez-vous de 2012, il nous faut retrouver cette envie. C'est le sens de mon action. C'est cela, retrouver le chemin de Mitterrand.

Radical et Mitterrandiste

Par Jean-Michel BAYLET

Pour notre génération, celle qu'on a appelée « de l'après-guerre », François Mitterrand aura été et demeure la référence politique indépassable.

Nous avons tout appris de lui. La gestion du temps. L'élaboration de stratégies de long terme. La ténacité dans l'opposition et la fermeté dans l'exercice du pouvoir. La tolérance à l'extrême diversité des traditions qui ont formé le génie national. L'apprentissage d'une règle qui était l'un de ses aphorismes préférés : il n'est pas de responsable politique qui n'ait la tête, le cœur et les reins en justes proportions.

La reconfiguration opérée à gauche par le Congrès d'Épinay fait oublier aujourd'hui ce qu'était François Mitterrand au début de la Vème République. Ils étaient peu nombreux ceux qui, avec lui et à l'instar de Pierre Mendès-France, de Maurice Faure, de Maurice Bourgès-Maunoury ou de mon père, refusaient le coup de force gaulliste et les nouvelles institutions imposées sous la menace des militaires d'Algérie.

Lorsque la SFIO elle-même prenait sa part dans les nouvelles institutions ainsi installées, François Mitterrand connaissait une sorte de traversée du désert. Et je suis heureux et fier que, dans cette période difficile, il ait toujours considéré la maison de ma famille, où je l'ai vu souvent, comme un havre d'amitié et même d'affection. Je me rappelle d'ailleurs avoir fêté, lorsque je n'étais encore qu'un grand adolescent, la mise en ballottage du général De Gaulle en 1965 comme une véritable victoire politique.

Avec François Mitterrand, nous avons espéré partager les fruits de son obstination, de sa pugnacité aux législatives de 1973, à la présidentielle de 1974 et encore aux législatives de 1978. A chacune de ces étapes - où d'autres au caractère moins trempé voyaient des défaites - François Mitterrand n'a jamais manqué de nous dire que le but se rapprochait, qu'il fallait persévérer dans notre entreprise commune car elle était juste.

C'est pourquoi la victoire de 1981, si longtemps attendue et tellement méritée, nous est apparue comme la ratification par l'Histoire d'un parcours exceptionnel. Il nous avait tous entraînés dans son sillage. C'est à lui que je dois d'être devenu jeune député dès 1978 et à lui encore que je conserve de la gratitude pour m'avoir fait occuper d'importantes

responsabilités ministérielles. Et je me souviens que, lors du vote de l'abolition de la peine de mort ou lors de l'adoption des lois de décentralisation, nous avons l'impression de poser grâce à lui des gestes politiques historiques.

En se maintenant à l'Élysée, malgré les difficultés de l'époque ou la versatilité de l'opinion, François Mitterrand a donné à la gauche au pouvoir une durée et une ampleur dont elle n'avait jamais bénéficié même dans ses plus grandes victoires.

Pour ma part, je conserve de mes relations avec lui le souvenir d'une très grande culture qui pourrait servir d'exemple aujourd'hui à toutes celles et tous ceux, très ou trop nombreux, qui prétendent être dépositaires de son héritage. Il avait coutume de dire que l'Histoire n'était peut-être que la somme des victoires remportées par la volonté politique contre toutes les évidences. Pour que l'Histoire s'écrive, il faut que des hommes et des femmes se lèvent pour dire « non ! », pour refuser l'inéluctable, la fatalité. Il était de ceux-là.

J'ai eu la chance, grâce à ma famille, d'avoir été, aussi loin que je me le rappelle, à la fois radical et mitterrandiste. Je le suis encore et je le resterai. Mais à la fin, j'éprouverai toujours le manque de cette grande intelligence politique que nous avons tant aimée. Parce que c'était lui, parce que c'était nous.

Primaires : mode d'emploi

Calendrier :

- Premier tour : le dimanche 9 octobre
- Second tour : le dimanche 16 octobre
- Une convention nationale d'investiture du candidat socialiste élu aura lieu le 22 octobre.

Qui peut voter ?

Tous les citoyens français inscrits sur les listes électorales avant le 31 décembre 2010. Le jour du vote, il suffit de s'acquitter d'une participation aux frais d'organisation de 1 € minimum et de signer une charte d'adhésion aux valeurs de la gauche.

Mitterrand, une espérance à gauche

Par François HOLLANDE

Comme à des millions de Français, François Mitterrand m'a offert la joie du 10 mai 1981. J'avais 26 ans. Je terminais mes études et entrais dans la vie active.

Il m'a permis de travailler à ses côtés et j'ai ainsi, à une place modeste mais formatrice, contribué au changement que les Français attendaient.

De lui je retiens une ténacité à toute épreuve. Jamais de renoncement, jamais de découragement. Personne ne trace un chemin à votre place. Personne ne peut vous contraindre à vous en écarter. A condition d'avoir des convictions dont vous ne doutez pas. Il avait tout cela.

Sa fidélité à la Nièvre et au Morvan reste pour moi une leçon et un exemple. Il ne connaissait pas cette partie de France quand il s'y est présenté en 1946, lui qui venait de la Charente. Il l'a sillonnée, il l'a représentée, il l'a dirigée, il a voulu tout connaître de son histoire, de sa géographie, de ses coutumes. La « Force tranquille » a résumé ce trait de son parcours politique.

Il ne venait pas de la gauche mais il avait la passion de la République. Il a rencontré la Gauche parce qu'il avait le goût de l'égalité et celui de la justice. Cela lui a permis de rassembler les Français après avoir réuni les socialistes.

Son parcours de vie personnelle lui a ainsi permis d'embrasser la France dans sa totalité. Il venait de Jarnac, contemplant le chevet de notre-Dame de Paris de sa résidence de la rue de Bièvre, flânait le long des quais de la Seine, gravissait chaque année Solutré, se promenait dans la forêt des Landes, aimait s'arrêter à Vézelay, se reposer dans le Lubéron et retrouver des amis à l'Hôtel du Vieux morvan. Cet amour de la France et des Français ne l'enfermait pas. Il m'a aussi aidé à regarder le monde et à le comprendre, à ne rien céder pour bâtir l'Europe.

François Mitterrand a, comme tout homme politique, sa part d'ombre et sa part de lumière. L'une et l'autre n'ont pas manqué d'être commentées. Mais il y a des personnalités qui servent de référence. Il a apporté l'espoir d'un 10 mai et changé notre pays en profondeur notre pays.

Il est inutile de lui chercher un héritier. Il suffit de lui

trouver un successeur.

Sa première élection il y a trente ans a sonné comme un coup de tonnerre, en France d'abord, en Europe ensuite, avant qu'il ne résonne dans le monde entier. Il arrivait pourtant à un moment de basculement de l'histoire. Margaret Thatcher avait gagné à Londres en 1979 et Ronald Reagan à Washington en 1980. Ces deux succès ouvraient une longue période d'ultralibéralisme dont les dégâts s'étalent aujourd'hui sous nos yeux.

En choisissant François Mitterrand, les Français signifiaient une forme de résistance à ce système prédateur et le nouveau Président a d'abord répondu aux aspirations de la population, si longtemps contenues. Même sa réélection en 1988 intervient lors d'un autre basculement du monde. Le Mur de Berlin s'effondre dès l'année suivante, l'Allemagne s'unifie en 1990, l'Union Soviétique disparaît en 1991, les guerres yougoslaves commencent, la première guerre d'Irak est déclenchée. Tout son engagement européen se déploie dans toute sa force. Il faut dans ces circonstances plus d'union et moins de repli, plus d'internationalisme et moins de nationalisme, plus de générosité pour l'avenir et moins de fermeture dans le présent.

Quelle leçon tirer de ces moments eu regard de notre histoire ? Les Français confient leur destin à la Gauche quand celui-ci vacille ou hésite. En 1936, quand il faut barrer la route au risque de fascisme dans notre pays ; en 1945 quand il faut tout reconstruire de l'économie aux institutions ; en 1956 quand il faut arrêter la guerre en Algérie mais cette année-là notre devoir n'est pas respecté et la Gauche le paiera très cher ; en 1981 quand les Français veulent le changement après deux chocs pétroliers et au début de la crise ; en 1997 quand Jacques Chirac dissout l'Assemblée Nationale pour réaliser le passage à l'euro, mieux vaut la gauche pensent-ils alors. Et 2012 ? Les crises sont lourdes, économique, politique, sociale, financière, européenne, morale... Les Français savent que les efforts seront à faire. Ils pourraient à nouveau se confier à la gauche parce qu'ils savent que sa politique sera plus juste, moins inégale et plus respectueuse.

Une belle victoire le 6 mai 2012 serait un bel hommage à celle du 10 mai 1981.

« Le rêve d'une République démocratique »

Par **Arnaud MONTEBOURG**

J'ai une dette inextinguible vis-à-vis de François Mitterrand : son attaque de la V^o République a constitué le socle de ma prise de conscience que ce régime n'était pas bon pour la démocratie.

Sans doute « Le coup d'Etat permanent » contient-il des formules que l'expérience et la pratique ont permis de dépasser. Mais l'essentiel du procès demeure : « Qu'est-ce que la V^o République sinon la possession du pouvoir par un seul homme dont la moindre défaillance est guettée avec une égale attention par ses adversaires et par le clan de ses amis ? ».

François Mitterrand a pris dès l'origine (en 1958 en votant Non au référendum, puis en 1964 avec son fameux réquisitoire) le parti d'une opposition radicale et frontale contre un système dans son ensemble. Il a su politiser et donc populariser des questions institutionnelles en dévoilant leur nature antidémocratique. C'est pour une bonne part ce capital fait d'intransigeance et d'audace qui l'a rendu audible dans l'opinion par-dessus les grands partis de gauche de l'époque. Sa victoire en 1981 est aussi dans cette démarche.

L'exercice du pouvoir ne permet pas de voir cette vision tenir ses promesses. François Mitterrand avait d'ailleurs averti en conclusion de son ouvrage : « Je n'ai pas tracé les lignes d'un programme d'action mais seulement tenté de rappeler les principes sans lesquels l'autorité devient tyrannie et l'ordre injustice ». Et les partis de gauche, singulièrement timorés sur ce plan, rédigèrent un Programme commun de gouvernement où l'essentiel de la République bonapartiste restait en place. Leur incapacité à tenir une ligne indépendante sur des problèmes concrets d'exercice du pouvoir amplifia la reproduction des déséquilibres dans la République.

Beaucoup d'occasions de restaurer la dignité parlementaire et la responsabilité gouvernementale furent ratées. A cela une raison de conjoncture qu'évoque bien Pierre Joxe : « Pourquoi Mitterrand n'a guère cherché à modifier les institutions ? Il n'en éprouvait pas le besoin car il a disposé lorsqu'il avait la majorité, d'un groupe socialiste important, solidaire

et discipliné ». Remarque qui devrait nous inciter aujourd'hui à réfléchir au statut et à la fonction du Parti socialiste vis-à-vis du pouvoir d'Etat quand les siens l'exercent. Le présidentielisme a inexorablement rongé la gauche au point que le seul président qu'elle ait porté au pouvoir l'avouait crûment : « Ces institutions étaient dangereuses avant moi et le resteront après moi », disait d'expérience François Mitterrand au soir de son deuxième septennat.

Je crois rester fidèle à ses convictions en prônant aujourd'hui l'avènement d'une 6^e République. Une République primo ministérielle qui mettrait la France de plain-pied avec les autres pays membres de l'Union Européenne, ce qui pourrait favoriser la reconstruction politique de celle-ci. C'est un régime où nous retrouverions les mérites de la responsabilité pleine et entière des gouvernants (*l'accountability* anglo-saxonne) sans laquelle la confiance des gouvernés se perd durablement. C'est un régime où le contrat de législature pourrait enfin montrer son efficacité politique et programmatique. C'est un régime où les contre-pouvoirs, y compris au sein de l'exécutif entre le Président et le Premier ministre retrouveraient leur légitimité. Une société du respect pourrait naître de ce changement qui sera moins juridique que démocratique tant il est vrai que les institutions sont partie prenantes de la question sociale.

Voilà pourquoi j'ai choisi de me rendre chaque fin d'été à Jarnac pour y tenir, depuis 2004, l'université de la Convention pour la 6^e République que j'ai fondée. Si je m'incline à cette occasion sur la tombe de François Mitterrand c'est pour lui rendre hommage pour ce combat contre la Constitution issue du coup d'Etat du 13 mai 1958. Je crois aujourd'hui que ce rêve d'une République démocratique pleine et entière reste une idée moderne que nous lui devons.

Primaires : où voter ?

Retrouvez votre bureau de vote sur :
<http://bureauxdevote.lesprimairescitoyennes.fr>

L'actualité des combats de François Mitterrand 10 leçons d'Histoire pour l'avenir

Par Ségolène ROYAL

Dans les leçons d'Histoire léguées par F. Mitterrand, je retiens la force des valeurs qui restent puissamment d'actualité nous permettant de nous mobiliser pour l'avenir.

La **première** de ces leçons, c'est la volonté de porter l'espoir. Ne disait-il pas dans sa déclaration d'investiture : « il n'y a qu'un vainqueur le 10 mai, c'est l'espoir ». Porteur d'espoir, il l'était pour ces jeunes et ces ouvriers, pour ces cadres moyens et ces employés qui avaient majoritairement voté pour lui. Il avait eu raison de tenir bon et de garder son cap sans jamais douter que l'histoire est aussi ce que la volonté en fait. Au soir de sa vie, en 1994, c'était encore le message qu'il adressait aux socialistes réunis à Liévin : « La victoire vous ne la rencontrerez que si vous la forcez. C'est une affaire de volonté, de continuité et de clarté d'esprit dans la fidélité aux engagements. La chance, c'est vous qui la forgerez de vos mains ».

La **seconde**, c'est la fidélité à des valeurs solidement ancrées. Pour qu'advienne ce 10 mai, il fallut d'abord à F. Mitterrand l'audace de croire aux chances de la gauche quand elle était au plus bas et de rebâtir un nouveau Parti Socialiste en phase avec son temps. Il a fallu vouloir avec la même détermination les socialistes unis et toute la gauche unie. Il lui fallut affronter la calomnie et, avec elle, l'épreuve de la solitude. Il lui fallut l'ample vision et la fidélité à quelques idées forces pour triompher de l'adversité et ouvrir un nouveau chemin : une ambition pour la France, le souci de son indépendance, un engagement européen enraciné dans l'expérience de la guerre, l'intelligence des bouleversements du monde, un socialisme de liberté et de justice sociale.

La **troisième** leçon, c'est le courage. De la jeunesse à la vieillesse, il fut un homme de courage : dans les évasions, obstinément recommencées jusqu'à la réussite, dans la Résistance, dans le combat politique. Courage pour l'abolition de la peine de mort. Courage face à la maladie. Courage d'évoquer au Kremlin les dissidents emprisonnés et à la Knesset le droit des Palestiniens à un Etat.

La **quatrième** leçon, c'est l'amour de la France : « On ne peut rien faire avec la France, disait F. Mitterrand, si on ne la connaît pas ». Il ne fut jamais de ceux qui attisent les peurs. Il préférerait en appeler « à la part noble, à la part fraternelle, à la part généreuse que le peuple français porte en lui ». Il rappelait souvent que la France n'est jamais aussi grande, entendue, respectée que lorsqu'elle porte un message universel et y conforme ses actes.

La **cinquième** leçon : il fut l'artisan inlassable de libertés nouvelles : une extension sans précédent des libertés publiques, un défenseur sourcilieux de

l'équilibre de nos institutions, des grandes lois de décentralisation, un gardien de la séparation des pouvoirs, bien éloignée de leur actuelle confusion.

La **sixième** leçon, c'est le soutien à un défectible combat des femmes et au droit à l'égalité. Il nomma, en mai 81, la première femme Ministre d'Etat puis, plus tard, la première femme chef de gouvernement. Je sais d'expérience combien lui était étrangère l'idée qu'une femme fût moins capable qu'un homme.

La **septième** leçon : F. Mitterrand avait de la tenue, de l'allure et du charisme dans l'exercice du pouvoir. Il avait le trait parfois féroce mais uniquement contre les puissants. En revanche, il détestait les vulgarités de langage, les familiarités déplacées, le laisser-aller. Il avait le même charisme lorsqu'il s'adressait à un paysan de la Nièvre ou du Salon de l'agriculture que sur la scène internationale.

Huitième leçon, il fut écologiste avant l'heure. Et cela non plus n'était pas commun pour un homme de sa génération et pour un socialiste d'alors. Etait-ce parce qu'il était familier d'une nature qu'il aimait passionnément contempler ? Pour sauver le Marais Poitevin d'une autoroute destructrice, il fit de la protection et du développement de cette « Venise verte », la cathédrale de verdure, seul projet rural inscrit au nom des grands travaux présidentiels.

La **neuvième** leçon, c'est celle d'un F. Mitterrand visionnaire mais lucide. On sait avec quelle détermination inflexible, il a relancé la construction d'une Europe qu'il avait trouvée quasi-paralysée. Sa ferveur européenne ne l'a jamais aveuglé. Il avait une conscience vive, très vive de ce qui risquait d'advenir si l'Europe échouait à protéger les siens et à peser dans le monde. Une Europe déséquilibrée, livrée aux marchés sans être suffisamment politique et maîtresse de ses choix, trop timorée en matière de progrès social et de protection due à ses peuples, s'exposerait, disait-il de manière prémonitoire, à ce que « les travailleurs détournent la tête et leurs regards absents livrent la Communauté à la solitude des mourants ». Nous y sommes, c'est dire le combat européen qui nous avons à construire.

La **dixième** leçon de F. Mitterrand, c'est donner du temps au temps. Il disait que l'Histoire n'est pas toujours au rendez-vous : il lui arrive de prendre son temps, de faire faux bond aux impatientes, mais aussi de surprendre ceux qui ne l'attendaient pas. Il y excellait à savoir laisser le temps au temps sans perdre de vue l'objectif, mais aussi à savoir empoigner l'événement quand il permet d'accélérer le mouvement pour assurer la transformation de ce qui doit l'être pour améliorer la vie quotidienne des Français, pour renforcer la puissance de la France et c'est cela le cœur et la raison de l'action politique.

François Mitterrand, un itinéraire

Par Manuel VALLS

« *Avant d'avoir abordé le monde, on est très exigeant* » estimait François Mitterrand. Jeune homme, je l'ai été sévèrement à son égard. Avec le temps, décidément, tout passe...

De François Mitterrand, j'ai d'abord connu l'image qu'en renvoyait mon père durant mon adolescence. Elle n'était guère flatteuse. Quand son nom était évoqué à table, il restait surtout associé aux souvenirs de la IV^{ème} République et de la guerre d'Algérie. S'est dégageé ainsi, au fil des discussions familiales, la figure d'un homme où l'habileté l'emportait trop souvent sur l'intégrité. Mitterrand le Florentin, vieux procès ! Mon père avait l'intransigeance des artistes en exil.

Lorsque j'ai adhéré au Parti socialiste en 1980, j'y suis donc entré *malgré* François Mitterrand. Agé de 18 ans, j'ai alors mis toute l'ardeur de ma jeunesse au service de Michel Rocard. J'y ai gagné une prédilection pour Camus et une conviction : la gauche victorieuse sera la deuxième gauche ou ne sera pas. Je l'ai cru pendant près de 15 ans et, d'une certaine manière, je le crois encore. Avant d'être heureux, Sisyphe est d'abord tenace.

1994 a marqué le point bas, sinon le point de rupture, de ma « relation » à François Mitterrand. Le torpillage de notre liste européenne par Bernard Tapie, la publication de l'ouvrage de Pierre Péan et les révélations sur ses relations avec René Bousquet ont été, pour moi, des coups terribles. Le machiavélisme, passe encore ; il en faut toujours un peu, ici comme ailleurs... Mais là, le cynisme semblait aux confins du nihilisme. Quand Lionel Jospin réclama son « droit d'inventaire », j'aurais bien – l'abolition de la peine de mort exceptée – soldé tout l'héritage.

J'avais tort. Trop de distance avec François Mitterrand m'interdira toujours l'affection mais elle n'empêche plus désormais la considération. Avec le recul, force est de constater que ses deux septennats ont marqué la France et font honneur à la gauche. *Jaurès – Blum – Mendès*, cette chaîne qui court depuis les premières années du 20^{ème} siècle passe et s'achève, sans conteste, par *Mitterrand – Jospin*. Dans la mémoire collective, le printemps 81 a rejoint l'été 36 – les vélos-tandems et les accordéons en moins... D'évidence, il faudra déposer une rose sur une tombe de plus au lendemain de notre prochaine victoire.

Dans *Mémoires à deux voix*, François Mitterrand invitait lui-même à juger les hommes sur leurs actes. Il avait tout à fait raison. Au final, c'est le seul critère qui compte. Dans la fougue propre au jeune âge, j'avais une conception plus orgueilleuse des choses. Par-delà les faits avérés, il me semblait possible d'évaluer un homme sur ses intentions réelles ou supposées. J'ai appris depuis que les motifs personnels sont souvent insondables et que la frontière entre le juste et l'injuste est plus poreuse qu'il n'y paraît. On finit toujours par « aborder le monde »...

Restons prudents et voyons donc les actes. On reproche parfois à la gauche de François Mitterrand d'avoir moins tenu qu'elle n'a promis. Je suis convaincu que si la critique est recevable, ce procès doit désormais être dépassé. Il néglige, d'abord, toutes les réalisations faites et arrachées au cours des choses. Des réformes conduites par François Mitterrand, toutes ne méritent pas, aujourd'hui, d'être pétrifiées sous le statut d'*acquis social*. Mais la plupart d'entre elles ont constitué des progrès essentiels et laissé des empreintes durables. S'il ne fallait en citer qu'une, je nommerais, sans hésiter, la décentralisation de la France.

Injuste, ce procès est surtout régressif. Accuser François Mitterrand d'avoir « ouvert une parenthèse sans la refermer », c'est renouer avec une conception messianique et immature du pouvoir. Toute l'Histoire – et singulièrement celle de la gauche – montre que l'action humaine est marquée du sceau de l'imperfection et de l'inachèvement. Jouer encore les fiers-à-bras, c'est, au mieux, persévérer dans l'erreur juvénile... Accepter la confrontation et sa part d'échec demeure le seul moyen de produire des résultats et de donner un sens effectif au pouvoir. Le pouvoir est l'étincelle qui naît du choc des silex.

Pour moi, l'héritage de François Mitterrand tient à cette leçon fondamentale de l'expérience. La gauche doit davantage s'affliger de trop promettre que de ne pas assez faire. Je sais que cet enseignement fait son chemin chez les nôtres. Et c'est pourquoi je crois que François Mitterrand reste un itinéraire collectif pour nous tous. S'il m'est permis de paraphraser Régis Debray sur le lien qui unit Dieu aux hommes, j'oserais dire, sans trop d'ironie, que « *François Mitterrand est l'ombre des socialistes : il avance et se transforme avec eux. Sa place sera toujours là* ».

1964-1971 : l'épopée de la Convention des Institutions Républicaines

Par **Nadia AYACHE**

Lauréate du prix d'encouragement 2011 de l'IFM

La Convention des Institutions Républicaines appelée plus couramment la Convention ou CIR par les anciens Conventionnels naît officiellement en 1965, année de l'élection présidentielle et elle s'auto-dissout lors du congrès d'Épinay de juin 1971. Du fait de cette concordance de dates entre la vie de la Convention des Institutions Républicaines et les grandes dates de la Gauche française, certains anciens de la SFIO ou opposants de François Mitterrand des années 1980 y voient de l'opportunisme, de la manipulation de la part du député de la Nièvre de l'époque. Cette idée est reprise par Olivier Duhamel dans *La Gauche et la Ve République* quand il écrit : « L'ombre de de Gaulle se projette derrière l'UNR, l'ombre de Mitterrand derrière la rénovation de la gauche. UNR et CIR sont, avec le Centre démocrate de Lecanuet, mais sans un antécédent partisan aussi structuré que le MRP, les premiers partis français presidentialistes, c'est-à-dire constitués pour soutenir un président élu ou un candidat présidentiel »¹. Peut-on soupçonner la CIR de n'être qu'un tremplin politique à l'ambition de François Mitterrand ou même « une coquille vide » au service de la carrière politique de son leader ?

LA NAISSANCE DE LA CONVENTION

Le choix du nom de la Convention est important et pose le programme de cette formation politique. Ce terme est certes très employé dans les années 1960, époque où la vie politique est rythmée par les Assises, les Conventions et les conférences-débats, cependant le nom de « Convention des Institutions Républicaines » par sa longueur peut sembler être un handicap. Louis Mermaz, premier secrétaire de la CIR explique que François Mitterrand a choisi ce nom : « Un certain nombre d'entre nous trouvions que cela faisait un peu socialisme de la chaire, cela faisait

savant, pas très populaire. Il disait : « Oui, mais c'est en même temps rassurant »².

La date de naissance de la Convention des Institutions Républicaines en 1965 n'est pas due au hasard, mais bien au contraire, elle répond à une logique. La conjoncture des années 1960 est propice à sa naissance. En effet, les clubs, sociétés de pensées et autres laboratoires d'idées foisonnent depuis la fin des années 1950. La CIR est née de l'initiative de deux clubs : la Ligue pour le Combat Républicain fondée au lendemain du 13 mai 1958 par François Mitterrand, Ludovic Tron, Emile Aubert et Joseph Barsalou comprenant également de nombreux membres de l'UDSR, et d'un club très influent, le Club des Jacobins créé le 12 décembre 1951 par Charles Hernu, Charles Briandet et Jacques Nisen. En mai 1963, les deux clubs décident de coordonner leur action au sein d'une nouvelle association, le Centre d'Action Institutionnel (CAI). À l'intérieur du CAI, se forme le noyau dur des compagnons de François Mitterrand qui lui resteront fidèles. En 1964, une première Convention préparatoire permet de dégager une motion finale qui devient la Charte de la Convention. En 1965, La Convention se réunit, le débat est très politisé puisque les élections présidentielles approchent.

Les objectifs de la CIR sont sans cesse repris et les Conventionnels se flattent d'y être restés fidèles. La CIR part d'une analyse de la société française de l'époque : le triomphe des nouvelles classes moyennes salariées porteuses d'un autre système de valeurs et d'aspirations, et le rôle croissant des femmes depuis 1945. La conséquence en est un discours très moderne sur la condition de la femme. Le rôle de Marie-Thérèse Eyquem et d'Yvette Roudy est essentiel dans l'inclinaison du discours de la CIR en faveur des femmes (contraception, congé de maternité, crèches). La CIR étudie également la vie politique des débuts des années 1960. Dès mai 1958, François Mitterrand s'oppose au retour du général de Gaulle et devient rapidement le chef de l'opposition au gouvernement. Le nom de la Convention des

¹ Olivier Duhamel, *La Gauche et la Ve République*, Presses Universitaires de France, p288.

² Entretien entre Louis Mermaz et Nadia Ayache, le 23 février 2010

Institutions Républicaines exprime également le thème central de cette formation politique qui est la défense des libertés ; idée omniprésente dans *Le Coup d'Etat permanent*³, contemporain de la CIR ainsi que dans les discours du député de la Nièvre à l'Assemblée nationale. Louis Mermaz explique l'importance de ce thème : « C'était le rééquilibrage des institutions, les droits du Parlement, une justice indépendante, un combat contre ce que l'on appelait le pouvoir personnel : le pouvoir ultra concentré entre les mains d'un président prestigieux, de Gaulle »⁴. Les Conventionnels n'ont cessé de demander le respect des corps intermédiaires. Ils refusent un président de la République omnipotent, avec une majorité écrasante à l'Assemblée et tenant toutes les institutions, appuyé par un parti qui tout en s'appelant l'UNR, est le parti gaulliste. « Il fallait retrouver des corps intermédiaires, des libertés communales, les libertés des départements où les préfets se comportaient, disait Mitterrand, comme des petits Napoléons »⁵.

Les Conventionnels poursuivent l'objectif de la rénovation de la Gauche française, en sachant que pour eux un Parti socialiste réellement nouveau et l'union de la Gauche vont de pair. Cette organisation se présente comme un objet politique nouveau par rapport aux partis politiques traditionnels accusés de tous les maux. Les principaux conventionnels ont en effet un rejet de la SFIO, telle Françoise Carle : « On n'aimait pas la SFIO depuis la guerre d'Algérie, Suez. C'était synonyme de trahison »⁶. La CIR se présente de 1964 à 1971 comme la nouvelle gauche, celle des forces vives. La vie de la Convention va donc être secouée de coups d'éclat contre le pouvoir personnel de de Gaulle, mais également contre la SFIO et son leader, Guy Mollet.

LA MONTEE EN PUISSANCE DE LA CIR

La CIR va prendre de l'importance dès 1965 car elle attaque deux fronts simultanément. En faisant partie de la FGDS, elle veut obliger les différents partis de la gauche non communiste à travailler ensemble. De plus, en faisant jouer ses relations, François Mitterrand parvient à s'imposer comme candidat unique de la Gauche à la présidentielle. Ces deux combats sont importants pour la Convention pour

³ François Mitterrand, *Le Coup d'Etat permanent*, éd Julliard, janvier 1996, 317p.

⁴ Entretien entre Louis Mermaz et Nadia Ayache, le 23 février 2010.

⁵ *ibidem*.

⁶ Entretien entre Françoise Carle et Nadia Ayache, le 25 novembre 2009.

plusieurs raisons. Elle démontre qu'elle est capable de passer à l'acte et ne se contente pas de discours. Les liens entre les Conventionnels se trouvent consolidés face aux enjeux importants. François Mitterrand sait qu'il peut compter sur des personnes compétentes, ne comptant pas leurs heures. Elle obtient également une notoriété grâce à l'appui de certains journaux et radios bienveillants. Enfin, la FGDS et la candidature de François Mitterrand en 1965 redonnent de l'espoir au peuple de Gauche, comme se souvient Stélio Farandjis : « Cet événement est un phénomène décisif, il a cristallisé des énergies, il a révélé une potentialité que les gens ne soupçonnaient pas »⁷. Si l'élection présidentielle aboutit à l'élection de de Gaulle, François Mitterrand arrivé au second tour, en sort renforcé. Il est président de la FGDS, de la Convention et leader de l'opposition.

La conséquence est un afflux d'adhérents à la Convention, qui reste une nébuleuse de clubs. Sur le plan idéologique, les discours de François Mitterrand clôturent rituellement les différentes assises. Marc Paillet rédige les textes les plus théoriques. De nombreuses commissions sont mises en place afin de maintenir la fonction de laboratoire d'idées comme en témoigne Yvette Roudy : « François Mitterrand nous faisait beaucoup travailler. Grand pédagogue, il distribuait du travail à chacun »⁸. La recherche de spécialistes et de forces vives est toujours prégnante.

Cependant, cette montée en puissance de la Convention qui lui permet d'obtenir 16 députés⁹ lors des législatives de 1967, ne va pas sans attirer la méfiance, voire l'hostilité de Guy Mollet. Les rapports entre le leader de la SFIO et le noyau dur des Conventionnels ne seront jamais chaleureux (le côté donneur de leçons et la gestion de la guerre d'Algérie étant les récriminations avancées par les conventionnels contre Guy Mollet).

LA TRAVERSEE DU DESERT AVANT L'APOTHEOSE

Mai 1968 bouleverse la France mais également les partis politiques. La FGDS ne survit pas aux tensions internes entre ses dirigeants et au discours de François Mitterrand du 28 mai jugé maladroit. Le député de

⁷ Entretien entre Stélio Farandjis et Nadia Ayache, le 21 décembre 2009.

⁸ Entretien entre Yvette Roudy et Nadia Ayache, le 21 novembre 2009.

⁹ Les députés conventionnels élus en 1967 sont F. Mitterrand, G. Fillioud, G. Dayan, L. Mermaz, R. Dumas, A. Rousselet, J. Maroselli, B. Leccia, P. Créicy, A. Fouet, L. Périllier, A. Labarrère, M. Dreyfus-Schmidt, G. Vinson, C. Estier et J. Maugein.

la Nièvre, considéré comme responsable de la défaite électorale, se retrouve isolé à l'Assemblée nationale. La Convention commence une traversée du désert, mais son leader peut compter sur ses fidèles compagnons de route.

Même isolée, la CIR continue ses combats d'union de la Gauche et de création d'un Parti socialiste. Elle s'oppose fortement à Guy Mollet qui impose le congrès d'Alfortville et ne veut pas de François Mitterrand comme candidat de la Gauche à l'élection présidentielle de 1969. Pendant le Congrès d'Alfortville, la Convention tient un séminaire à Saint-Gratien. François Mitterrand y prononce le discours de la rupture : « Le nouveau parti socialiste n'a, à ma connaissance, d'existence nulle »¹⁰. Logiquement la Convention n'est pas allée à Alfortville, elle n'ira pas à Issy-les-Moulineaux, « un pseudo-congrès qui ne serait que la répétition de la mascarade d'Alfortville »¹¹. Le Nouveau Parti Socialiste naît donc sans les dirigeants de la CIR. Même si 3 500 Conventionnels ont préféré rejoindre le NPS et si beaucoup d'adhérents quittent la CIR, François Mitterrand et son groupe de fidèles continuent le combat. Les assises de Saint-Denis de décembre 1969 ayant pour thème « Le socialisme dans la vie quotidienne » sont le siège de la véritable conversion de la CIR au socialisme. François Mitterrand y harangue ses troupes, dans un climat maussade : « Je crois en la Convention comme force permanente d'unité et je vous demande de tenir bon »¹².

L'année 1970 sera une année de discussions officielles et officieuses afin de renouer les liens. Les Conventionnels savent que le Nouveau Parti Socialiste déçoit beaucoup de membres haut placés. Alain Savary trop hésitant, voulant harmoniser les points de vue ne fait pas avancer le parti. Le CERES de Jean-Pierre Chevènement s'agite, on le fait taire à coups de sanctions. Les relations se resserrent donc entre les membres du CERES et les Conventionnels, « Chevènement, Motchane, Sarre venaient voir Mitterrand rue Guynemer »¹³. Pierre Mauroy ne parvient pas à faire entendre sa voix dans ce nouveau parti.

En 1971, la marche commence vers le Congrès de

¹⁰ Discours de Saint-Gratien, Fonds Françoise Carle, OURS.

¹¹ Lettre de Claude Estier, datée du 23 juin 1969, Fonds Françoise Carle, OURS.

¹² Louis Mexandeau, *François Mitterrand le militant*, éd. Le cherche midi, p140.

¹³ Entretien entre Louis Mermaz et Nadia Ayache, le 23 février 2010.

l'unité. Une délégation nationale est mise en place afin d'accueillir la Convention au sein d'un Parti socialiste qui se voudrait foncièrement nouveau. Différentes motions sont proposées dont celle de Mermaz-Pontillon pour la Convention. Le congrès d'Epinau (11-13 juin 1971) composé de 800 socialistes, 97 Conventionnels et 60 nouveaux adhérents est un congrès de dupes. Même si François Mitterrand sait qu'il peut compter sur le CERES, les Bouches-du-Rhône et le Nord, il n'est pas certain d'avoir suffisamment de voix. Alain Savary et Guy Mollet ignorent tout de ces alliances. Pierre Joxe met en place un dispositif pour « enrayer la machine à frauder » de la SFIO. La CIR et ses alliés remportent un premier succès avec les nouvelles structures du Parti. Elle gagne ensuite sur le terrain de l'orientation du parti et les relations avec le Parti communiste. Le 16 juin, le Comité directeur se réunit. Les Conventionnels sont bien représentés avec François Mitterrand, premier secrétaire du PS, Claude Estier à la presse, Georges Fillioud à la propagande et Pierre Joxe à l'administration et à la formation.

La Convention des Institutions Républicaines joue un rôle important dans l'union de la Gauche et la création du Parti socialiste et, même si elle se dissout en 1971, « l'esprit conventionnel » continue après cette date. Des Conventionnels sont à la direction du Parti socialiste, ils ouvrent la négociation du Programme commun sous l'impulsion du CERES. L'entente entre Pierre Joxe et Jean-Pierre Chevènement fera avancer rapidement les négociations avec le Parti communiste. François Mitterrand restera reconnaissant aux fidèles qui ont vécu l'expérience de la Convention à ses côtés et qui ne l'ont pas abandonné lors de la période d'isolement de 1969. Quand il devient président de la République en 1981, s'il n'a pas pu partager cette victoire avec Georges Dayan et Marie-Thérèse Eyquem, décédés avant, François Mitterrand n'oublie pas d'appeler tous ses anciens fidèles à ses côtés. Ils ont tous eu un poste soit de ministre, de secrétaire d'Etat ou de Haut commissaire. La Convention est certes une formation politique souvent mal organisée à tous les échelons, qui manquait de finances, mais elle avait un leader qui savait où il allait. L'obstination de ce chef de file à ne pas aller à la réunion d'Alfortville puis celle d'Issy-les-Moulineaux a dérouté beaucoup de membres de la formation. Cependant il était entouré de cercles de fidèles, dévoués, plein d'espoir en l'avenir de la Gauche. La CIR est peut-être davantage ceci, une rencontre humaine, d'amateurs en politique qui avaient les mêmes objectifs : l'union de la Gauche et un Parti socialiste véritablement nouveau, confiants en un leader charismatique, François Mitterrand.



« Créer une grande force de gauche »

Interview de Louis MERMAZ

Ancien Président de l'Assemblée Nationale et ancien Ministre

Pourquoi et comment la « Convention des institutions républicaines » ?

Louis Mermaz : Dès le mois de mai 1958 François Mitterrand s'était élevé contre le coup d'Etat militaire. Il avait avec Pierre Mendès-France et d'autres parlementaires de gauche voté contre les pleins pouvoirs au général de Gaulle au mois de juin. Il avait parfaitement conscience que la chute de la IV^e République entraînait un désaveu profond des partis politiques, d'où l'idée de créer dès l'année suivante la Ligue pour le combat républicain. Mais la réunion d'hommes ayant appartenu au parti socialiste comme Emile Aubert était la démonstration que l'avenir appartiendrait à ceux qui sauraient à la fois réunir dans un même combat des membres des anciens partis de gauche, quelles qu'aient été les erreurs de ces derniers, avec des hommes et des femmes d'horizons nouveaux. La Ligue pour le combat républicain après s'être unie au Club des Jacobins et aux colloques juridiques du bâtonnier René William Thorp allait aboutir en juin 1964 à la réunion au palais d'Orsay d'une convention préparatoire des institutions républicaines. François Mitterrand à chaque étape de sa carrière politique a toujours voulu dépasser les instances auxquelles il appartenait pour aller vers de plus vastes rassemblements. Le mouvement des anciens prisonniers de guerre et déportés qu'il avait fondé à la Libération avait regroupé des militants qu'on allait bientôt retrouver dans l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR). Mais après 1958 il fallait dépasser cette formation et fonder un mouvement de clubs avec ceux qui avaient refusé le coup de force et la nouvelle Constitution, dénoncée essentiellement pour les circonstances dans lesquelles elle avait été adoptée.

Pourriez-vous revenir sur le fonctionnement de la CIR ? Vous avez été vous-même secrétaire général...

Louis Mermaz : La Convention regroupait une poignée d'hommes et de femmes qui se réunissaient à intervalles réguliers 25 rue du Louvre à Paris, et qui

préparaient les conditions d'un regroupement plus large en ayant la sagesse de s'abstenir de publier des communiqués sur leurs positions, qui seraient alors passées inaperçues. Il s'agissait d'abord de maintenir le contact et de regrouper le maximum d'hommes et de femmes avec lesquels nous étions déjà en relation.

Vous en conviendrez, la CIR s'est construite autour de la personnalité de François Mitterrand et de son ambition présidentielle. Son organisation et ses objectifs ne sont-ils pas une acceptation de la Ve République, alors même que François Mitterrand publiait le Coup d'Etat permanent ?

Louis Mermaz : Comme l'a très bien montré dans son mémoire sur la CIR Nadia Ayache, la Convention dès l'origine a poursuivi un double objectif : créer une grande force de gauche rassemblant les partis traditionnels et les nouveaux militants, ensuite réaliser l'union de toute la gauche sans exclusive à une époque où le parti communiste était enfermé dans un véritable ghetto. François Mitterrand et la Convention ont soutenu la candidature de Gaston Defferre tout en comprenant que la Grande Fédération étendue aux MRP et aux centristes risquait de ressusciter la Troisième force qui avait été fatale à la IV^e République, et de nous condamner à l'impuissance. La renonciation de Defferre après l'échec de la Grande Fédération allait créer un vide dont il était évident que François Mitterrand était le mieux placé pour le combler. Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que son ambition présidentielle dès l'origine était inséparable d'une stratégie et d'un projet. Dès la convention préparatoire de 1964 et dès celle de 1965, nous avons jeté avec lui les bases sur lesquelles serait fondée à partir de 1965 la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) et à partir desquelles il engagea sa première campagne présidentielle en 1965.

A partir de la fin 1965, François Mitterrand devient le Président de la FGDS. Comment s'organisaient les rapports de force entre les différentes composantes ?

Louis Mermaz : La Convention des institutions républicaines qui jusqu'alors réunissait à partir de Paris des clubs divers aux effectifs souvent réduits est devenue après les élections présidentielles de 1965 la troisième composante de l'organisation qui allait

constituer, avec les socialistes SFIO et les radicaux, la FGDS. Les tensions avec le parti socialiste SFIO ont tout de suite été très vives. L'ancien parti étant plus enclin à absorber les militants venus des clubs qu'à s'allier avec eux. Les clubs étaient indispensables à la SFIO et aux radicaux pour se rajeunir. Ils étaient obligés de se déclarer du leadership de François Mitterrand mais ils voulaient garder dans chaque département leur primauté. L'élection de quelques conventionnels aux législatives de 1967 a dû être arrachée de haute lutte au moment des investitures.

Comment comprendre le fossé qui sépare les excellents résultats de la gauche aux élections législatives de 1967 et son écroulement seulement un an après ?

Louis Mermaz : Les événements de 1968 ont voué à la même vindicte les partis classiques de la gauche et ceux qui s'étaient donnés pour mission de les transformer. François Mitterrand victime de l'interprétation donnée à la conférence de presse tenue à l'hôtel Intercontinental le 28 mai 1968, au cours de laquelle il avait proposé devant la vacance soudaine du pouvoir la constitution d'un gouvernement autour de Pierre Mendès-France et sa candidature à la prochaine élection présidentielle, donna l'occasion à nos partenaires de le transformer en bouc émissaire après l'échec des élections législatives de juin 1968.

On parle souvent de la « fidélité sans faille » des Conventionnels à l'égard de la personnalité de François Mitterrand. Pourtant, un certain nombre a quitté la CIR pour entrer au Nouveau parti socialiste....

Louis Mermaz : Depuis la lointaine période du mouvement des prisonniers de guerre, depuis l'UDSR, comme au temps de la Convention et de la FGDS, François Mitterrand s'est assuré de la fidélité constante de plusieurs d'entre nous certes par son charisme mais aussi parce qu'il était porteur d'une vision d'avenir de la France et de notre société. Dès les débuts de la Convention jusqu'à la fondation du nouveau parti socialiste, il a défendu avec nous l'idée d'une société de liberté et de justice, un enracinement de l'avenir du pays dans la construction européenne et la recherche d'un ordre international juste comme garant de la paix.

Comment est-on passé d'Alfortville et Issy-les-Moulineaux à

Epinais ? Quels liens se sont-ils renoués dans cet intervalle ?

Louis Mermaz : Nous avons refusé avec lui de participer à des congrès préfabriqués par la SFIO tant à Alfortville qu'à Issy-les-Moulineaux. C'est seulement en 1971 que les conditions d'un congrès fondateur d'un parti vraiment nouveau ont été réunies. La Convention plus active que jamais après la disparition de la FGDS, conséquence de l'échec électoral de 1968, a poursuivi inlassablement le même objectif, la réunion de toutes les forces socialistes à travers un parti vraiment nouveau. Des contacts officiels ou parfois très discrets n'ont pas cessé avec les responsables socialistes qui poursuivaient le même objectif que nous : un parti vraiment nouveau. Je pense à Pierre Mauroy, à Gaston Defferre, à Roger Quillot, à Jean-Pierre Chevènement.



Pourquoi une motion « Mermaz-Pontillon » lors du congrès des 11-12-13 juin 1971 ?

Louis Mermaz : Parce que nous ne voulions pas opposer les modernes aux anciens, les militants issus des clubs à ceux qui dans l'ancien parti

avaient poursuivi depuis longtemps l'idée d'un vrai changement. L'unification de tous les socialistes et demain le rassemblement de toute la gauche exigeaient le dépassement des rivalités et des antagonismes. Donc les conventionnels à Epinais allaient se compter sur une motion signée par un conventionnel et un responsable du parti socialiste SFIO. L'accord réalisé ensuite avec les amis de Pierre Mauroy, de Gaston Defferre et de Jean-Pierre Chevènement allait nous donner la majorité au comité directeur qui choisirait François Mitterrand comme premier secrétaire.

Quelle place pour les Conventionnels dans la nouvelle architecture du « Parti socialiste » ?

Louis Mermaz : Dès le début, François Mitterrand a voulu réaliser l'amalgame. Au lendemain d'Epinais, la présence de Pierre Joxe à l'administration du parti, de Georges Fillioud aux relations avec la presse ont marqué la volonté de faire une place à chacun. Cela s'est amplifié jusqu'à la victoire de 1981 où plusieurs conventionnels ont occupé des postes stratégiques aux côtés de Pierre Mauroy, de Gaston Defferre, de Jean-Pierre Chevènement, de Jean Poperen.

**Propos recueillis
par Mathieu Monot**

•••➤ Dossier 2 : Le Congrès d'Épinay

Le congrès d'Épinay, 40 ans après...

Par Pierre SERNE

Historien, Conseiller régional d'Ile-de-France

Cet article est pour l'essentiel basé sur mon livre *Le parti socialiste 1965-1971*, paru en 2003 (ce fut le 2e numéro de l'alors naissante Encyclopédie du socialisme)¹, lui-même synthétisant un travail universitaire que j'avais rédigé 10 ans plus tôt². En guise de préambule, j'aimerais m'arrêter un instant sur ce que représente le fait de pouvoir, en 2011, écrire ce que je considère comme la « vraie » histoire du congrès d'Épinay dans la revue de l'Institut François Mitterrand. C'est pour moi très significatif de l'évolution de l'historiographie socialiste récente et plus précisément de la bien meilleure réception d'une histoire qui ne serait pas principalement une vision mitterrandiste voire mitterrandienne du socialisme français contemporain. C'est en ce sens un très bon signe, un signe de la possibilité d'une histoire apaisée sinon objective des dernières décennies de la gauche française et je voudrais, très sincèrement, m'en féliciter ici et en remercier les responsables de l'Institut.

Il ne s'agira pas ici, bien sûr, de revenir sur le détail des événements ni même sur les multiples interprétations et commentaires qui ont pu et peuvent être faits du congrès d'Épinay, les 11, 12 et 13 juin 1971. J'essayerai plutôt de revenir sur ce qui a fait la difficulté à écrire, pendant longtemps, l'histoire de ce congrès et de la naissance du nouveau parti socialiste. J'essayerai également de revenir sur quelques points qui me paraissent majeurs pour la bonne compréhension de cette étape dans l'histoire du PS que marque 1971 : bien cerner ce qu'a été en réalité Épinay mais aussi ce que ce ne fut pas, y compris contrairement à ce qu'on a encore parfois coutume de dire ou de penser...

De 1993 à 2011, en passant par 2003, à chaque publication que j'ai faite sur le sujet Épinay, j'ai pu mesurer les étapes vers une acceptation croissante de la légitimité d'en écrire une histoire revisitée. En 1993, mon récit et ma vision d'un congrès essentiellement d'appareil et ne marquant qu'une étape parmi d'autres

d'un processus long d'unification de la gauche non-communiste en France paraissaient très largement iconoclastes et furent pour le moins mal accueillis par les porteurs d'une histoire alors très « officielle » et pratiquement uniquement écrite par et pour les « vainqueurs » d'Épinay. En 2003, déjà, il devenait possible de discuter du « mythe » d'Épinay et de critiquer non seulement le PS « du cycle d'Épinay »³ désormais achevé mais aussi jusqu'à la figure de François Mitterrand et le mitterrandisme alors en pleine crise. Anecdotiquement certes mais c'est symptomatique, on pouvait désormais entendre des responsables socialistes s'accuser, péjorativement, de « refaire Épinay » renversant l'usage de ce qui avait fait pendant plus de 20 ans la fierté du socialisme mitterrandien... En 2011, je l'ai dit, le simple fait de pouvoir écrire cet article dans ces colonnes est le signe d'une capacité désormais assumée jusqu'au cœur même de la « Mitterrandie » à écrire une histoire qui se veut objective de la prise de pouvoir par François Mitterrand au sein d'un PS naissant.

La volonté, pendant longtemps, de « réécrire » ou d'enjoliver l'histoire d'Épinay s'explique. Parce qu'Épinay c'était François Mitterrand, Épinay devait être le point de départ, la naissance du PS. Ainsi juin 1971 s'est rapidement imposé comme la date de naissance officielle du PS, pourtant né 2 ans avant lors des deux congrès du printemps 1969 à Alfortville et Issy-les-Moulineaux, après la dissolution de la SFIO fin 1968. Or si l'on en croyait l'histoire « officielle » du PS, y aurait eu la SFIO puis il y aurait eu Mitterrand et le PS. A l'époque il est vrai, il fallait alors asseoir le pouvoir, encore fragile, du premier secrétaire, ce qui impliquait une forme de relecture de la période qui devait faire de la prise de pouvoir par François Mitterrand un aboutissement et une victoire politique de fond (sur l'union de la gauche en particulier) plutôt qu'une manœuvre d'appareil même fort bien réussie... C'est pour tenter une déconstruction de cela qu'à travers mes travaux passés j'ai esquissé une synthèse qui se veut objective sur cette période mais aussi une relecture de la « vulgate mitterrandienne » et du moment Épinay. Ce moment Épinay, Eric Melchior auteur d'une thèse en 1993 sur la première décennie

¹ Pierre SERNE : *Le Parti socialiste 1965-1971*, L'encyclopédie du socialisme, Éditions Bruno Leprince, 2003.

² Pierre SERNE : *Le nouveau parti socialiste d'Alfortville à Épinay*, Mémoire de Maîtrise, Université Paris I, 1993.

³ Cette expression est le titre d'une des parties de l'ouvrage d'Alain Bergounioux et Gérard Grunberg : *Le long remord du pouvoir*, 1992, Fayard.

post-Epinay l'appelle lui « l'acte fondateur de la geste mitterrandienne »⁴.

En réalité, et pour déconstruire ses aspects mythiques, il faut réinsérer le congrès d'Epinay dans un temps plus long de rénovation et d'unification du socialisme français qui voit en une décennie (en gros de 1965 à 1974) finir la vieille SFIO et se dessiner le PS nouveau, celui qu'on a tendance donc à appeler le PS du « cycle d'Epinay ». De la mise en œuvre de la FGDS aux Assises du socialisme en passant par mai 68, la dissolution de la SFIO, les congrès d'Alfortville, d'Issy et d'Epinay ou encore l'écriture du programme commun, on le voit juin 1971 n'est qu'une étape, parmi d'autres, et certes importante, des deux processus parallèles d'unification des socialistes et de rapprochement avec le PCF. Cela contribue à revisiter notamment les deux années de 1969 à 1971, celles du nouveau PS dirigé par Alain Savary et qui, encore aujourd'hui, sont une sorte de « trou noir » de l'historiographie socialiste et de la mémoire collective des socialistes, occulté par la construction d'une légende dorée mitterrandienne dans les années ayant suivi Epinay. En s'y penchant on constate que l'essentiel de ce que va accélérer Epinay était entamé : la préparation du programme commun et donc du rapprochement avec le PCF, notamment sous la houlette de Claude Fuzier, mais aussi un renouvellement assez profond des militants et des cadres du parti. Evidemment, la stature médiatique de François Mitterrand va contribuer après Epinay et par le simple fait qu'il ait rejoint le parti à incarner symboliquement et fortement dans l'opinion publique cette image de la rénovation et du renouvellement.

Il est aussi intéressant de noter l'importance en réalité très relative des questions mises en avant ensuite pour expliquer Epinay : l'arrivée de François Mitterrand comme premier secrétaire et le choix de la stratégie d'union de la gauche. Ce ne sont pas les vrais enjeux du congrès de l'unité à ce moment là aux yeux des socialistes ni d'ailleurs des observateurs extérieurs. La vraie question qui est au cœur du congrès (et qui explique largement son résultat) c'est celle du pouvoir, généralement affublée du terme plus présentable de « renouvellement ». Autrement dit l'enjeu central c'est de savoir quelle équipe dirigera le parti : celle d'Alain Savary dans la continuité des deux années précédentes (mais donc aussi ses alliés molletistes, honnis d'une partie des socialistes et en tout cas de nombre des nouveaux entrants de 1971) ou une nouvelle équipe ? Et si cette dernière solution s'impose dans quelle composition puisque toutes sortes de configurations

sont possibles et envisagées à l'ouverture du congrès ?

La question de l'union de la gauche est, elle, contrairement à la légende, mise entre parenthèses pendant la préparation du congrès d'Epinay et pour cause : les vrais désaccords séparent les futurs alliés de la nouvelle majorité (notamment le CERES très unitaire contre Pierre Mauroy et Gaston Defferre, notoirement frileux par rapport au PCF, c'est un euphémisme...). La motion des entrants conventionnels (les ex-CIR de François Mitterrand, réunis dans la motion dite Mermaz-Pontillon) est particulièrement discrète sur la question de l'union de la gauche et des relations avec le PCF. C'est d'ailleurs ce qu'en raconte Jean Poperen dans son livre-témoignage référence sur la période où il décrit ce choix tactique d'un relatif silence sur la question : cela « présente plusieurs avantages : il [Mitterrand] garde les mains libres pour le congrès... et pour la suite, quand viendra la négociation, à laquelle il est décidé, avec le PC. (...) Et surtout il minimise le thème qui sépare le CERES du bloc Nord-Bouches-du-Rhône et leur offre au contraire, avec la « rénovation », la plate-forme susceptible de les rapprocher »⁵. Significativement le grand discours, resté célèbre, de François Mitterrand très favorable à l'union de la gauche et qui a accredité l'idée que c'était le clivage clé d'Epinay, est prononcé en fin de congrès, à l'heure où tout est joué et la nouvelle alliance scellée et victorieuse.

De même le fait que François Mitterrand soit devenu le premier des socialistes a revêtu par la suite une importance symbolique capitale, notamment pour l'image de la rupture que serait censé marquer le congrès de juin 1971. Pourtant, ce n'est que plusieurs jours après, au sein du nouveau Comité directeur que se joue cette élection qui n'était pas du tout évidente durant le congrès lui-même, y compris après la victoire annoncée de Mitterrand et de ses alliés. En effet, François Mitterrand rechignait plutôt à occuper cette charge interne qu'il voyait comme fastidieuse et, dans la lignée de ce qui avait pu se passer dans le passé, par exemple dans le partage des tâches Blum/Faure, il avait clairement envisagé d'exercer un leadership externe en laissant le premier secrétariat à un autre. Proposition avait même été faite à Alain Savary de continuer à exercer son mandat... Finalement François Mitterrand se laissera convaincre par ses proches de prendre en main lui-même la direction du parti, et l'histoire fut ce qu'elle fut...

J'insisterai pour terminer sur le fait, un peu oublié, qu'au moment où s'ouvre le congrès, les jeux ne sont pas faits ou pas complètement : toutes les combinaisons restent

⁴ Eric Melchior : *Stratégie et idéologie du PS (1971-83) : l'impossible adéquation*, thèse pour le doctorat en sciences politiques, Université Rennes II, 1993.

⁵ Jean Poperen : *L'unité de la gauche (1965-1973)*, Fayard, 1975, pp. 325-326.



16 juin 1971. François Mitterrand, nouvellement élu Premier-secrétaire du Parti socialiste, est entouré de Pierre Mauroy et de Pierre Joxe. DR IFM.

théoriquement possibles à l'ouverture du congrès. Et c'est la moins logique politiquement (et ce à la surprise de nombreux délégués), qui s'impose : l'alliance des deux ailes droite et gauche avec en leader François Mitterrand et ses troupes de la motion Mermaz-Pontillon, contre la direction sortante. Voici comment un témoin privilégié du congrès, le dirigeant CERES Pierre Guidoni, raconte la chose dans un ouvrage très informé sur la période : « l'opinion moyenne est que les deux courants de gauche (Poperen et CERES) devront, bon gré mal gré, appuyer l'équipe Savary-Mollet, qui sortira grandie de ce congrès de l'unité. Mitterrand, de l'avis général, a peu de chances de faire, à cette occasion, la rentrée politique dont parlent ses amis »⁶. On connaît la suite, l'alliance secrète qui se dévoile en plein congrès et qui s'est scellée avant tout sur la base du rejet de l'équipe sortante, plus pour ses molletistes d'ailleurs que pour Alain Savary qui en sera, finalement, une victime collatérale. Car la nouvelle majorité laisse dans la minorité les molletistes certes mais aussi Alain Savary et Jean Popereen, les deux principaux nouveaux entrants de 1969. Mais cette alliance victorieuse, nouée secrètement, aurait pu échouer à plusieurs étapes et jusqu'au dernier moment. Il s'en est d'ailleurs fallu de peu (quelques dizaines de mandats) et l'on sait (plus ou moins) que le départ, dans des conditions controversées, d'Augustin Laurent, le vieux maire de Lille qui aurait pu faire basculer vers la majorité sortante quelques précieux mandats nordistes ou encore les fortes réticences de certains délégués CERES ou encore le refus par Alain Savary d'accepter un apport de mandats proposés par la FEN, tout cela, à chaque fois, se passant un peu différemment, aurait pu inverser l'issue du congrès en faisant échouer l'alliance mitterrandiste qui restera à coup sûr comme l'une des manœuvres d'appareil les plus osées.

Pour conclure l'on peut dire qu'Epinaï marque une étape majeure d'un processus long d'unification et de rénovation des socialistes français, un processus encore inachevé en 1971, un processus qui a connu des aléas importants et non linéaires. Mais cela se fait au prix d'un affrontement très rude pour ce congrès dit de l'unité et ce non sur la base première d'enjeux de fond (union de la gauche, forme du parti etc...) mais sur les mêmes querelles de personnes et enjeux de pouvoir qui depuis des années avaient freiné cette unification des socialistes. Congrès d'appareil s'il en fut, Epinaï s'est ensuite imposé, par un rétablissement historique et médiatique plutôt osé, comme une rupture essentielle de l'histoire socialiste contemporaine. Cette interprétation longtemps classique et encore assez ancrée chez les militants s'appuie sur l'image fautive d'un basculement qui se serait fait sur une refondation idéologique et stratégique. Or il convient de rappeler que, sur le moment, personne ou presque ne l'a pensé ainsi : les réactions au lendemain du congrès insistent sur le caractère hétéroclite et fragile de la majorité mitterrandienne, sur l'aspect brutal et politicien de l'« OPA » qui a porté François Mitterrand à la tête du PS. Enfin et surtout on n'avait pas à l'époque la notion de la seule rupture de fond historique d'Epinaï, qui n'apparaîtra que lentement et ne se révélera vraiment que des années plus tard, après des années de pouvoir socialiste et l'achèvement du « cycle d'Epinaï ». Cette rupture est celle engagée par la marche rapide vers le pouvoir dans laquelle François Mitterrand emmène le PS et une nouvelle génération de militants. Cette volonté d'accéder au pouvoir via la présidentielle et les institutions finalement acceptées de la Ve République, voilà sans doute la vraie nouveauté du cycle né d'Epinaï qui n'aurait peut-être pas existé sans l'issue du congrès de l'Unité. Mais rien à l'époque ne permet ni de le penser ni de le prévoir tant rien, dans ce qui s'est dit ou fait à Epinaï, ne le posait en ces termes.

⁶ Pierre Guidoni : *Histoire du nouveau parti socialiste*, Tema Action, 1973, pp. 191-192.



Le coup de génie du Congrès d'Epinais (11-12-13 juin 1971)

Par Louis MEXANDEAU

Ancien Ministre

Le Congrès d'unité des socialistes qui se tint à la Halle des Sports d'Epinais sur Seine, du 11 au 13 juin 1971, constitue un épisode majeur dans l'histoire du socialisme français et dans l'histoire politique de notre pays. Pour des raisons multiples son importance est loin d'être reconnue.

D'abord quarante ans ont passé. « Epinais, combien de survivants ? ». Il est vrai que j'ai beau chercher parmi celles et ceux qui furent, comme moi, témoins et acteurs de ce Congrès fondateur, j'arrive juste à la douzaine. Ce n'est pourtant pas dans la distance qu'il faut trouver la raison de cette « discrétion ». Tout se passe comme si on contestait 1971 comme la date du vrai renouveau du P.S. avec l'arrivée de François Mitterrand à sa tête. Comme si ce dernier était entré par effraction. Pour quelques-uns, dont Michel Rocard, il s'agirait d'un « coup » de Mitterrand, une sorte de hold-up politique qu'il aurait mené à bien avec l'appui d'une poignée de « Conventionnels » aussi doués que résolus. Bref, une entrée illégitime, une O.P.A. lancée et réussie sur un vieux parti mal défendu.

La vérité est différente. Certes, il est rare qu'un leader, ultra minoritaire au départ, arrive à prendre la tête d'un parti ancien, structuré et sur ses gardes. François Mitterrand l'a fait.

D'autres, plus nombreux, soutiennent que la rénovation du vieux parti S.F.I.O. avait commencé avant Epinais, sous Guy Mollet et par sa volonté. Ceux-là n'ont raison que sur deux points. Lors des deux demi-Congrès de 1969 (Alfortville en mai, Issy les Moulineaux en juillet) deux faits sont constatés en plus d'une référence plus nette à l'union de la gauche :

- 1) Le parti s'appellera désormais « Parti socialiste »
 - 2) Guy Mollet en abandonne la direction
- C'est tout. Ce n'est pas rien.

Enfin, pour le plus grand nombre, ce qui compte

c'est la victoire historique du 10 mai 1981. Son éclat, son caractère unique ont comme rapetissé la portée d'Epinais. Mais ceux qui, comme moi, tiennent à la vérité historique réaffirmeront jusqu'au bout ces deux faits :

- 1) La rénovation du parti socialiste date de 1971 et du Congrès d'Epinais, épisode politique majeur.
- 2) C'est la plus éclatante démonstration du génie politique de François Mitterrand. Dans sa carrière Epinais fut le combat le plus difficile, le pari le plus risqué, l'épreuve la plus incertaine.

Les recommencements de celui qui, depuis décembre 1965, avait incarné le réveil de la gauche n'avaient rien d'assurés. Au lendemain de la déroute électorale qui avait clos le mouvement de mai 1968, la droite pouvait légitimement penser qu'elle avait enfin abattu son plus redoutable adversaire.

À l'automne 1968 la gauche parlementaire offrait le spectacle d'un champ de ruines. La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, construction volontariste et fragile, qu'il présidait depuis 1965, avait subi le formidable ressac électoral de la grande peur des privilégiés. Proche de la victoire aux législatives de 1967, elle avait perdu 60% de ses députés dont les 16 Conventionnels de son parti, la CIR. Lui-même, à la différence de 1958, avait survécu dans la Nièvre mais, considéré injustement comme le responsable du désastre il n'est qu'un banni, un pestiféré, maudit par nombre de ses anciens collègues. Il doit abandonner la présidence de la F.G.D.S. qui retourne au néant et siège désormais comme non-inscrit !

En apparence il est encore plus isolé qu'en 1965, après les premières années du gaullisme où il avait vu se dissoudre son premier parti, l'UDSR et, où il s'était vu refuser par deux fois l'adhésion au P.S.U. Alors il avait réussi à transformer sa solitude en atout pour devenir le candidat unique de la gauche et se révéler aux citoyens français. Jusqu'à mettre le Général en ballottage.

Mais cette fois-ci Guy Mollet veillait, bien décidé à profiter de l'impopularité passagère de François

Mitterrand pour redevenir maître du jeu à gauche. Il fait siennes les trois exigences du moment : unité des socialistes, union de la gauche, rénovation de la « vieille maison ».

Il faillit réussir tant son habileté était grande. Nous l'avons vu faire adopter l'abandon du vieux sigle S.F.I.O. et son remplacement par la simple appellation « Parti Socialiste ». Il parut même s'engager sur la voie d'une vraie union de la gauche, tournant enfin le dos à la sempiternelle confrontation idéologique à laquelle se résumaient les rapports parti socialiste/ parti communiste.

Enfin, il annonça son prochain départ à la tête du parti. En même temps l'unité des socialistes progressa. Il ne pouvait être question de réduire d'un seul coup la dissidence du P.S.U. Ce dernier avait été revigoré par mai 1968 – Michel Rocard, aux présidentielles de juin 1964 avait obtenu un score intéressant (3,60% pas tellement éloignés du piteux 5% du candidat socialiste Gaston Defferre). En octobre Rocard était élu député P.S.U. des Yvelines.

Mais déjà d'autres responsables P.S.U. prenaient leurs distances avec leur parti, travaillé par les idées gauchistes. Alain Savary partait le premier, avec ses clubs de l'UCRG. Déjà présent au Congrès d'Alfortville il se présenta comme candidat à la présidentielle et ne fut devancé que de peu par Gaston Defferre à la suite d'une mêlée confuse. Jean Poperen, un ancien communiste, co-fondateur du P.S.U. en 1960, avait fait sécession avec ses clubs, mieux structurés, de l'UGCS. Refusant le ralliement à Alfortville, il avait rejoint le P.S. quelques semaines plus tard, à Issy deuxième session du Congrès 1969. Au grand dam de Mitterrand. L'isolement de ce dernier semblait total. Il ne restait plus à Guy Mollet qu'à absorber la Convention. C'est ce que m'expliqua, un jour, me prenant pour un autre, un vieux mollétiste, Cité Malesherbes : « Tu vois, on a déjà avalé Savary et Poperen, il ne reste plus que Mitterrand ». C'est ce que j'ai appelé la tactique du salami.

Pour permettre à François Mitterrand de conserver une liberté de manœuvre, de ne pas subir Canossa, il fallait absolument que son parti, la Convention des Institutions Républicaines, tînt bon. Elle résista, grâce à sa fidélité à François Mitterrand au risque de passer pour anti-unitaire. Elle dut déjouer des traquenards (telle la journée de Bagneux en juin 1969) rendus possibles par l'action de plusieurs « sous-marins ».

Si la solidité et la capacité de la C.I.R. jouèrent un rôle essentiel ce fut bien l'extraordinaire ténacité de

François Mitterrand qui créa les conditions de la victoire.

Naguère j'ai appelé 1969 « l'année terrible ». Et elle le fut d'une certaine manière, près d'un siècle après l'autre, la vraie. Mais j'aurais pu aussi bien l'appeler l'année heureuse. Car, c'est dans ces longs mois de 1969-1970 qui précédèrent Epinay que François Mitterrand se révéla comme un professeur d'énergie, un combattant incomparable. Il avait dit : « En quittant la présidence de la F.G.D.S. je me démetts d'une fonction, mais je n'abandonne pas un combat ». Et, de fait, on le vit cette année-là et aussi en 1970, sillonner le pays, enchaîner les réunions, les meetings, les signatures de son livre d'entretien avec Alain Duhamel « Ma part de vérité », les assemblées de militants, même réduites.

Partout où ses amis l'appelaient il répondait présent. Lui qui était tombé à 9% d'intentions de vote à l'automne 1968 réussit, peu à peu, avec le même message unitaire, à retisser le lien un peu mystérieux qui le rattachait au peuple de gauche. Le charisme de François Mitterrand ajouté au dévouement sans limites de ses amis Conventionnels rendait inopérante la tactique du salami.

Pendant ce temps Guy Mollet avait commis une faute majeure en faisant élire à la tête du prétendu nouveau parti, non celui qui semblait désigné depuis des années, Pierre Mauroy, nouveau patron de la puissante Fédération du Nord, mais Alain Savary, intelligent et honnête, mais dépourvu de charisme comme de troupes.

Le vote se fit à une ou deux voix au Comité Directeur. Pierre Mauroy en conçut une profonde amertume qui n'échappa pas à Mitterrand. En dépit de la bonne volonté de Savary, d'un choix stratégique plus clairement axé à gauche, de l'arrivée de quelques jeunes talentueux aux responsabilités, le pseudo nouveau parti ne parvint jamais à décoller. Il restait trop identifié à Guy Mollet (qui avait imposé ses hommes à Savary) à ses méthodes, à ses volte-faces, à ses échecs. Les résultats aux élections partielles restaient médiocres, même si on notait, ici ou là, un frémissement. Grâce à son énergie, à son prestige restauré, à la clarté de ses choix, François Mitterrand et sa fidèle Convention, petite mais soudée, étaient devenus incontournables.

A l'intérieur du parti des voix autorisées, comme Pierre Mauroy ou Claude Fuzier, relayées par celles d'intellectuels se mirent à demander l'union des socialistes. Malgré Guy Mollet, Savary lui-même fit des gestes, comme celui d'inviter François Mitterrand au Conseil National du P.S. Il y fut acclamé aux cris

d'« unité ». Pour lui la partie redevenait jouable.

En novembre 1970 ce fut lui qui proposa la procédure qui aboutira à Epinay. C'était là pourtant un énorme pari mais c'était là l'aptitude géniale de François Mitterrand à savoir oser s'il estimait le moment venu. Il connaissait la disproportion énorme des forces en présence. En apparence que pesait sa petite Convention, si valeureuse fût-elle, face aux bataillons d'un parti historique qui détenait encore des bastions, des mandats par centaines et, quoi qu'on en dise, des adhérents. D'autant qu'il savait qu'il n'y aurait pas la seconde chance de rattrapage possible. Battu, c'était se résigner à entrer au P.S. comme minoritaire, mettre des années à revenir au sommet, s'il y parvenait. Trop tard pour lui, pour son ambition, pour la France. Donc pas le droit à l'erreur, ni à l'échec. Il l'a exprimé dans une formule amusante : « je n'avais à ma disposition qu'un fusil à un coup. Avec une seule cartouche ».

Il fallait donc, en ces mois qui précédèrent Epinay se donner des chances raisonnables de l'emporter, tout en sachant que rien n'était sûr. Dans l'autre camp on avait des chances plus raisonnables de l'emporter. Après d'âpres négociations il fut décidé que le Congrès qui se tiendrait du 11 au 13 juin 1971 à Epinay sur Seine compterait mille délégués : cent pour la Convention, cent pour les nouveaux adhérents, mais huit cents pour le P.S. ex-SFIO où Guy Mollet avait toujours été nettement majoritaire depuis un quart de siècle. La partie ne pouvait être perdue d'autant que Savary recevait l'appui de Jean Poperen qui disposait de réseaux solides. François Mitterrand, fort de sa popularité retrouvée qui le rendait indispensable à la gauche, fort de la combativité de la Convention des Institutions Républicaines que bien des socialistes trouvaient insupportable d'activisme, savait bien que pour lui le compte n'y était pas. Il lui fallait trouver des alliés, beaucoup d'alliés au sein du P.S. de Savary-Mollet s'il voulait avoir des chances raisonnables de l'emporter.

Et c'est là qu'il faut admirer (même si personnellement je préférerais toujours le combattant de terrain) un autre aspect du talent mitterrandien : son habileté manœuvrière.

On ne connaît pas le détail de ces tractations, de ces rencontres qui occupèrent les mois qui précédèrent Epinay. Peut-être Louis Mermaz ou Pierre Joxe écriront-ils un jour sur ces échanges parisiens qui, pour être efficaces devaient rester discrets. Plus tard ils contribuèrent à donner d'Epinay une allure de conjuration.

Pour être bref, rappelons que Mitterrand s'employa à fortifier les relations d'amitié qui s'étaient établies avec Pierre Mauroy. Avec Gaston Defferre l'accord fut plus facile. Les deux hommes s'étaient côtoyés et appréciés sous la IVème République et après. Defferre nourrissait une ancienne et solide inimitié à l'égard de Guy Mollet, son éternel rival de congrès. Le rapprochement des deux puissantes fédérations du Nord et des Bouches du Rhône allait donner, en vue du congrès, une motion qui pèserait lourd à l'heure des comptes.

Pour l'heure Mitterrand estima justement que cela risquait d'être juste, même en y ajoutant, bien sûr, la motion Mermaz-Pontillon, c'est-à-dire une Convention élargie à d'ex-SFIO. D'où l'idée de trouver un appoint auprès de l'aile gauche du P.S., le CERES emmené par Jean-Pierre Chevènement. Seul François Mitterrand avait l'habileté de rapprocher des fédérations et des courants aussi différents. Il savait aussi que le désir de rénovation et de retour à un parti conquérant était de nature à atténuer bien des clivages. Epinay ne fut pas un Congrès idéologique. Ce fut un Congrès politique, au sens stratégique et tactique. Le résultat, lui, restait aléatoire. C'était là la condition même de la tenue du Congrès. Car il faut le redire : ce qui a rendu le Congrès possible c'est que dans l'un ou l'autre camp on croyait pouvoir l'emporter. La suite (c'est-à-dire les chiffres) montrera que tout s'est joué à peu de chose.

Pour autant, les témoins survivants l'attesteront, la tension ne fut pas très forte, moins qu'à Rennes ou qu'à Metz par exemple. Pour les délégations du P.S. il s'agissait de poursuivre le processus engagé à Alfortville et Issy en accueillant cette fois les Conventionnels et quelques clubs de moindre importance. D'où un climat initial plutôt détendu, comme à la veille de boucler un bon travail.

La presse elle-même ne comprit pas tout de suite la portée du Congrès. Seuls les leaders, les initiés (et parmi eux une bonne partie des Conventionnels) comprirent le caractère violent, cruel, pathétique de ce combat souterrain. Guy Mollet qui n'avait jamais perdu un Congrès fit des efforts désespérés pour inverser les résultats initiaux avant d'accabler de reproches ses successeurs, Savary et Poperen, pour avoir perdu la main... et le parti. En vain. La roue de l'histoire avait tourné.

Quarante ans après, Epinay reste un cas d'école. Le type même de la victoire du commandement. Et la preuve que le renouveau date bien d'Epinay, c'est la victoire du 10 mai 1981.

4 mars 1982, François Mitterrand à la Knesset

Le 4 mars 1982, devant le Parlement israélien où aucun Président de la République française ne s'était jamais exprimé, François Mitterrand tient à détailler la position française à l'égard du conflit israélo-palestinien.

À cette occasion, il rappelle "l'irréductible droit de vivre" de chaque peuple. Ce droit "c'est le votre", confirme-t-il aux députés israéliens, pour immédiatement ajouter : "Il est celui des peuples qui vous entourent". Ensuite, il évoque les conditions nécessaires pour que s'instaure le dialogue entre les parties opposées. En premier lieu, il rappelle la nécessité pour les Palestiniens de reconnaître le droit à Israël d'exister. Mais ceci étant acquis, il rappelle que "le dialogue suppose que chaque partie puisse aller jusqu'au bout de son droit ce qui, pour les Palestiniens comme pour les autres, peut le moment venu signifier un État."

François Mitterrand devient ainsi le premier dirigeant d'un grand pays occidental — seul le Chancelier autrichien Kreisky l'avait fait avant lui — à proposer cette idée d'un État palestinien. Encore choisit-il de le dire depuis Israël. Il faudra attendre l'année 1999 pour que la perspective d'un État palestinien devienne la position commune des Européens.

Monsieur le Président de la République¹, Monsieur le Président de la Knesset², Mesdames et Messieurs,

Pour cette première visite d'un chef de l'État français au peuple d'Israël — sur sa terre et chez lui —, je veux vous dire, Mesdames et Messieurs les Députés, l'honneur que je ressens d'être votre hôte et, du haut de la tribune qui symbolise votre démocratie, de pouvoir ici saluer en vous les représentants de ce peuple noble et fier dans sa plénitude et sa diversité.

[...] Qu'il soit bien clair, pour commencer, que lorsque je m'adresse à vos compatriotes, dont l'hospitalité me flatte, c'est pour leur dire qu'il appartient à ceux qui vivent dans cette région du monde de débattre et, si possible, de régler les affaires qui les concernent. La France le pourrait, qu'elle ne chercherait pas à se substituer aux peuples intéressés ou, lorsqu'elles ont à s'exprimer, aux institutions internationales.

C'est pour elle une question de principe. La paix, la liberté, la justice ne se traitent pas par procuration. Pas davantage la France ne vient ici en donneuse de leçons, ou en distributrice du blâme et de l'éloge.

¹ M. Yitzhak Navon, membre du Parti Travailleiste, est alors chef de l'État d'Israël. Il est l'homologue de François Mitterrand, chef de l'État français. Protocolairement, c'est donc à lui que François Mitterrand s'adresse. Toutefois, dans le système politique israélien, qui est un régime parlementaire, c'est le Premier ministre qui détient les réels pouvoirs. À cette date M. Menahem Begin, membre du Likoud, est Premier ministre.

² Le président de la Knesset est alors M. Menachem Savidor, membre du Likoud.

Enfin, elle ne se pose, je l'ai plusieurs fois répété, ni en arbitre, ni en médiateur entre des peuples et des États qui restent libres, avant tout, de leur propre démarche. Simplement, la France est du petit nombre de pays qui par leur position, leur poids historique, leurs amitiés, leurs intérêts ont de longue date été désignés comme les interlocuteurs traditionnels des peuples du Proche Orient. Elle entretient avec la plupart d'entre eux d'actives et bonnes relations. Appelée en sa qualité de membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies à examiner les causes et la nature des conflits qui les opposent, elle se sent aussi comptable de la paix.

On m'a objecté, lorsque j'ai décidé de venir chez vous, que j'approuvais par là l'ensemble des aspects de votre politique³. Mais vous ne m'en demandiez pas tant ! Et je me suis étonné de mon côté de cette curieuse façon de mêler ce qui est distinct. De quel pays oserais-je dire que j'approuve tout ce qu'il fait ? De quel pays exigerais-je qu'il se déclarât en accord sur toute chose avec moi ? Ayons de nos échanges, Mesdames et Messieurs, une conception plus simple et plus saine. Une visite d'État a généralement pour objet de rapprocher les points de vue, ce qui suppose qu'ils étaient différents. Quand il s'agit d'alliés ou d'amis, cette visite doit permettre d'accroître le champ

³ Au moment de la venue de François Mitterrand en Israël, une polémique s'est en effet nouée à Paris. Tel Aviv ayant détruit quelques semaines plus tôt une centrale nucléaire française en construction en Irak, et au cours de ce raid un ingénieur français ayant été tué, beaucoup réclamaient du Président français qu'il retardât son voyage.

des convergences jugées plus importantes et toujours préférables aux inévitables divergences. Il est donc normal que j'aie, au nom de la France, une opinion sur les problèmes majeurs de votre région et que je la fasse connaître. Étant admis une fois pour toute que j'exprime cette opinion dans le respect des droits fondamentaux qui s'imposent à moi comme aux autres et dont le premier, me semble-t-il, est pour chacun l'irréductible droit de vivre.

Ce droit, Mesdames et Messieurs, c'est le vôtre. Il est celui des peuples qui vous entourent. Et je pense, bien entendu, prononçant ces mots, aux Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, comme je pense, bien que les réalités juridiques et politiques ne soient pas les mêmes, au peuple du Liban.

[...] Pourquoi ai-je souhaité que les habitants arabes de Cisjordanie et de Gaza disposent d'une patrie ? Parce qu'on ne peut demander à quiconque de renoncer à son identité ni répondre à sa place à la question posée. Il appartient, je le redis aux Palestiniens comme aux autres, de quelque origine qu'ils soient, de décider eux-mêmes de leur sort. À l'unique condition qu'ils inscrivent leur droit dans le respect du droit des autres, dans le respect de la loi internationale et dans le dialogue substitué à la violence. Je n'ai pas plus qu'un autre à trancher qui représente ce peuple et qui ne le représente pas. Comment l'OLP, par exemple, qui parle au nom des combattants, peut-elle espérer s'asseoir à la table des négociations tant qu'elle dénier le principal à Israël qui est le droit d'exister et les moyens de sa sécurité ? Le dialogue suppose la reconnaissance préalable et mutuelle du droit des autres à l'existence, le renoncement préalable et mutuel à la guerre directe ou indirecte, étant entendu que chacun retrouvera sa liberté d'agir en cas d'échec. Le dialogue suppose que chaque partie puisse aller jusqu'au bout de son droit ce qui, pour les Palestiniens comme pour les autres, peut le moment venu signifier un Etat. La France approuvera ce qui sera dialogue ou approche de dialogue comme elle observera avec inquiétude toute action unilatérale qui de part ou d'autre retarderait l'heure de la paix.

De même, nul ne peut décider des frontières et des conditions qui, à partir de la résolution 242 de l'ONU, s'imposeront aux parties en cause⁴. Ce sera l'affaire des négociateurs et d'eux seuls. "N'excluez de la négociation aucun sujet quel qu'il soit. Je propose au nom de l'immense majorité des membres du Parlement que tout soit négociable", disiez-vous, ici même, M. le Premier Ministre, vous adressant au Président Sadate,

⁴ La résolution 242 de l'ONU est une résolution adoptée par le Conseil de sécurité de cette organisation le 22 novembre 1967. Faisant suite à la guerre des Six jours, elle adopte comme principe de base d'un éventuel accord de paix la garantie de sécurité pour Israël mais aussi son retrait des territoires occupés.



4 mars 1982. Discours de François Mitterrand à la KNESSET. DR IFM.

le 20 novembre 1977.

Je ne sais s'il y a une réponse acceptable par tous au problème palestinien. Mais nul doute qu'il y a problème et que non résolu il pèsera d'un poids tragique et durable sur cette région du monde. J'en parle non seulement parce que j'obéis à ce que je crois être mon devoir, mais aussi parce que la paix mondiale, déjà si compromise voit s'accumuler de nouvelles menaces dans les secousses de l'Europe et dans les conflits multiples du Proche Orient et du Moyen-Orient. Toute crise locale, Mesdames et Messieurs, toute crise régionale qui dure attire comme un aimant les puissants de ce monde qui cherchent toute occasion d'exercer leurs rapports de force. Toute crise locale ou régionale qui dure échappe un jour à ses protagonistes au bénéfice de plus forts qu'eux.

[...] Mais je m'aperçois, avant de conclure, Mesdames et Messieurs, que je n'ai pas parlé de Jérusalem où nous sommes pourtant. La Bible a nourri mon enfance. À sa lecture vous avez appris que Jérusalem – dans votre langue c'est "Ir Shalom", terre de l'unité et des contradictions, éternelle, je l'espère, universelle assurément – apparaîtra fatalement un jour, comme le lieu où se rassembleront les frères séparés. Dans sa volonté farouche de survivre, votre peuple j'en suis sûr saura tirer de son génie les ressources d'intelligence et de courage qui changeront pour lui et pour d'autres, la peine en joie et l'angoisse en espoir.

Je connais nombre d'entre vous, nos chemins se sont souvent croisés, des amitiés se sont créées. Mais je m'adresse en cet instant au Parlement dans son entier, à la Knesset de l'État d'Israël. Au nom de la France, je fais confiance aux représentants de ce peuple pour qu'ils assurent selon leur idéal, le devenir d'Israël mais aussi, permettez-moi, de vous le dire, confiance – parce que nul n'a plus vécu que vous les siècles du passé et nul n'éprouve davantage les luttes d'aujourd'hui – pour que se rassemblent enfin les enfants dispersés et qu'à la culture et à l'histoire du peuple juif répondent la culture et l'histoire du grand peuple arabe, héritier d'une grande civilisation qui, elle aussi, vous a formés. Je voudrais, avant de conclure vous dire ces simples mots : "Hayim aroukin ve shalom le'am Israel. Hayim aroukin shalom le'amey ha-ezion". Oui, shalom, amis, et longue vie !